

Lobby de l'industrie fossile



To: Lobby de l'industrie fossile at United Nations World Climate Summit
Subject: Briefing sur les objectifs du lobbying

Objectifs

Vous avez été missionnés pour représenter les intérêts de l'industrie des énergies fossiles aux prochaines négociations sur le changement climatique. A la conférence des Nations Unies sur le climat 2015 à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

- Votre but est d'empêcher un accord qui limiterait la consommation en énergies fossiles, ou au moins, d'affaiblir et de reporter de telles initiatives, dans l'optique de protéger les intérêts des entreprises d'énergies fossiles, de leurs actionnaires et de leurs employés.

Contexte

Notre industrie ne peut plus désormais affirmer que le changement climatique n'a pas lieu et que la combustion des énergies fossiles n'y joue aucun rôle. Ces arguments ne sont plus crédibles au regard de l'immense somme de savoir scientifique élaboré par le GIEC et autres scientifiques. Cependant, l'économie mondiale dépend aujourd'hui des énergies fossiles et limiter leur utilisation pourrait coûter très cher aux consommateurs et menacer directement l'existence des industries que vous représentez.

Opportunités

Le changement climatique constitue à la fois des risques et des opportunités pour l'industrie. Le changement climatique rend par exemple techniquement accessibles d'immenses réserves de pétrole et de gaz en Arctique, grâce à la fonte des glaces. Pratiquement 1/4 des réserves mondiales restantes se trouvent dans cette région.

Risques

Si les Nations Unies se mettent d'accord sur la mise en œuvre de politiques pour endiguer le changement climatique, la majorité des réserves mondiales restantes de pétrole et de gaz devra rester dans le sol. Les entreprises que nous représentons ont déjà investi 27 000 \$Mrds en prospection et exploitation pour ces ressources. Si ces sommes ne sont plus utilisées, ces actifs seront mis au rebut et ne généreront jamais le retour sur investissement auxquels les actionnaires et les gouvernements ont droit. Ainsi, la technologie de capture et de stockage (souterrain) du carbone (CCS) émis nous semble être un compromis adapté. Cette technologie est encore en développement.

Action de l'Industrie

Par-dessus tout, nos actions doivent protéger les intérêts de notre industrie. Nos profits et notre pouvoir peuvent être utilisés pour financer la recherche des scientifiques et des think-tank qui sont en ligne avec notre position. De la même façon, nous pouvons influencer les figures politiques qui comprennent les opportunités économiques et d'emplois que nos industries représentent.

Opinion publique

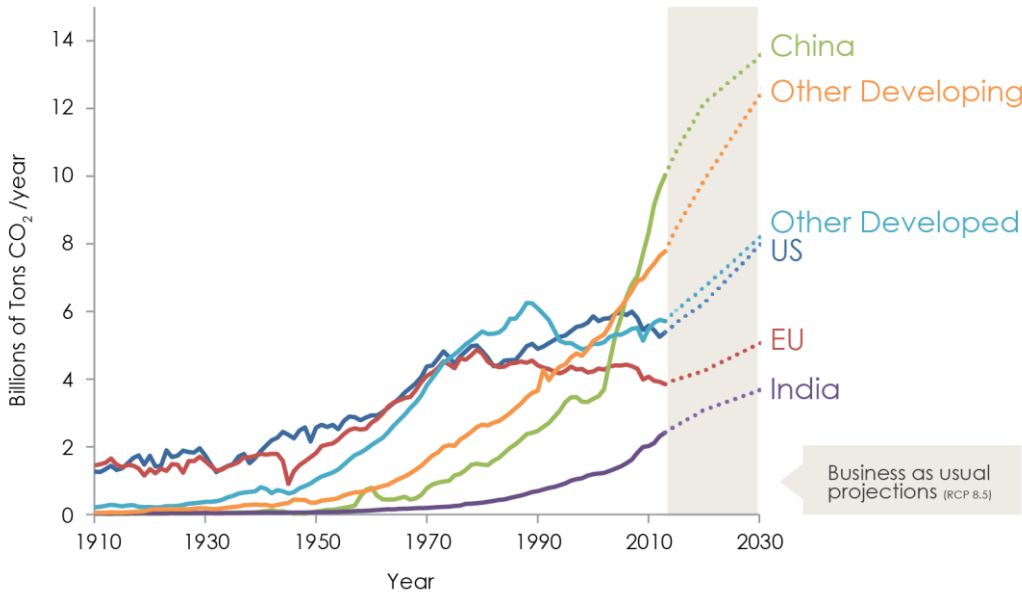
La majorité des citoyens croit au changement climatique et que les activités humaines y contribuent significativement. Beaucoup de citoyens soutiennent les politiques en faveur du climat, tant qu'elles n'augmentent pas le coût de l'énergie. Et en effet, le changement climatique se situe en bas de la liste des priorités et des soucis des citoyens, qui se sentent en premiers lieux menacés par l'état de l'économie mondiale, du chômage, de l'accès à l'éducation, de la sécurité nationale. Nous avons aussi mené une campagne mondiale suggérant que le changement climatique faisait l'objet de beaucoup d'incertitude, que les scientifiques n'étaient pas d'accord sur le sujet et que les risques étaient exagérés.¹ Nous avons réussi à limiter la compréhension du public sur les menaces climatiques et à bloquer certaines actions dans des pays développés clés comme les Etats Unis.

¹ See E. Conway and N. Oreskes (2010) *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*. Bloomsbury Press.

Stratégie

Il nous faut rappeler à certaines délégations l'immensité des gains qu'ils font en exploitant leurs propres réserves fossiles. Essayons de semer la discorde entre pays développés et pays en voie de développement. La Chine et les Etats Unis sont maintenant les premier et second émetteurs de CO₂ et de gaz à effet de serre. Pendant nos discussions avec les pays développés, soulignez que le fait de taxer des énergies fossiles peut affecter leur compétitivité et condamner leurs citoyens à la pauvreté. Rappelons que les énergies fossiles sont nécessaires au développement et à la prospérité. Des alternatives à la limitation de l'usage des énergies fossiles existent : les politiques de préservation des forêts, ou de soutien à l'afforestation, les technologies CCS. Si un accord semble se former en faveur de la limitation des énergies fossiles, au minimum nous devons être assurés que nos investissements nous seront dédommagés, à hauteur des pertes présentes et futures.

CO₂ Emissions from Fossil Fuels and Cement

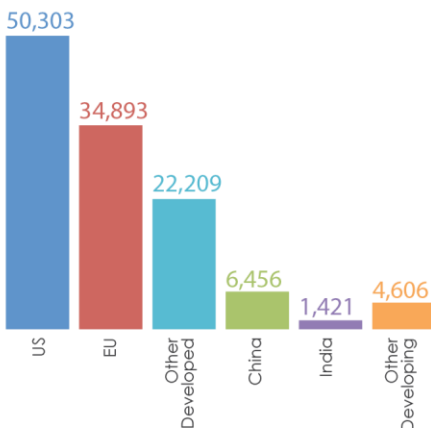


La **Chine** est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

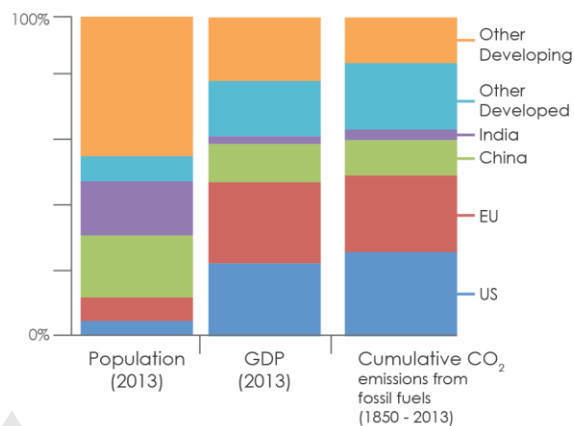
La Suède, pour réduire sa dépendance au pétrole, a su maintenir une réduction de ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986.

La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

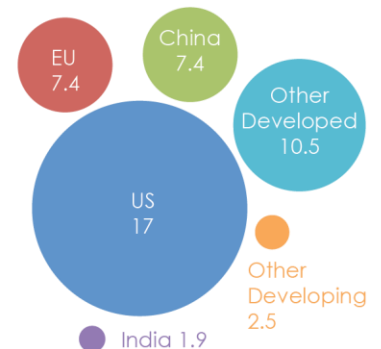
GDP per person (2010 US Dollars)



Population Wealth and Cumulative Emissions



Emissions per person 2013 (tons CO₂ per year)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (**Etats-Unis**, **UE** et les **autres pays développés**) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (**Chine**, **Inde** et **autres pays en développement**) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés (ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100).

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux **Etats-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 20% et 26%).